

# Conférence de presse

## Lundi 27 avril 2009

Liste des intervenants :

**Patrice Brun,**  
président de l'université

**Jean-Yves Coquelin,**  
vice-président du Conseil des études et de la vie universitaire (CEVU)

**Patrick Baudry,**  
vice-président du Conseil scientifique (CS)

**Jean-Paul Jourdan,**  
candidat à la vice-présidence du Conseil d'administration (CA)

***Dossier de presse***

**Contact presse :** Isabelle Froustey : 05 5712 46 73 - [service.communication@u-bordeaux3.fr](mailto:service.communication@u-bordeaux3.fr)

<http://www.-u-bordeaux3.fr> : vous trouverez aussi sur l'espace presse du site de l'université tous les communiqués et dossiers de presse

Depuis le 2 février, l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3 connaît une mobilisation sans précédent dans son histoire, unissant étudiants et enseignants dans un même refus des réformes imposées à la hussarde par le gouvernement. Depuis le 9 mars, tous les cours sont suspendus. Malgré des reculs sur de nombreux points, et notamment sur la question du statut des enseignants-chercheurs, il demeure encore des aspects difficilement acceptables et j'ai demandé hier encore aux représentants du ministère de clarifier des positions qui ne le sont toujours pas suffisamment.

La situation inédite dans laquelle se trouve de ce fait aujourd'hui l'université Bordeaux 3 interpelle chacun d'entre nous, quelle que soit sa place. Il n'est plus possible de la laisser en l'état et il me revient donc de prendre aujourd'hui des initiatives.

Il me paraît d'abord nécessaire, dans ce contexte, que notre communauté se retrouve pour débattre. J'invite ainsi tous les étudiants, tous les personnels, administratifs comme enseignants, à venir dès lundi 27 avril au matin à l'université prendre en main leur avenir, à court et à long terme. Des ateliers, des assemblées générales dans les UFR et dans l'ensemble de l'université seront organisés jusqu'au 30 avril pour mieux comprendre les enjeux de notre système universitaire, analyser la situation actuelle et envisager le futur notamment dans le cadre de la préparation du contrat quadriennal 2011-2014.

Ensuite, la formation est, avec la recherche, la raison d'être d'un établissement d'enseignement supérieur. Nous le savons tous, l'université Bordeaux 3 reprendra donc ses cours. Quelle que soit l'intensité de la mobilisation qui a su montrer toute son efficacité et qui nous a permis d'obtenir d'ores et déjà beaucoup plus que ce que d'aucuns imaginaient en février dernier, nul ne peut envisager sérieusement que les enseignements demeurent suspendus encore pendant des semaines. Dans cet esprit, j'ai proposé aux trois Conseils vendredi dernier un calendrier de reprise qui intègre des actions de mobilisation contre les projets de réforme du gouvernement. Il devra être validé par le Conseil des Études et de la Vie Universitaire puis par le Conseil d'Administration les 28 et 29 avril prochains.

Contrairement à ce que l'on a pu entendre ça et là, ces cours ne seront pas une simple mascarade destinée à tromper qui que ce soit. Ce serait faire injure au sens du service public qui nous anime tous que de laisser penser une telle chose. Je crois en effet en l'engagement de chacun, enseignant, administratif, étudiant, pour trouver les moyens pédagogiques et techniques adaptés à cette période exceptionnelle et sauver notre année universitaire. En effet, les discussions que j'ai eues ces derniers jours avec le Rectorat et le Ministère me permettent aujourd'hui d'affirmer catégoriquement qu'aucun diplôme ne sera délivré sans organisation de cours effectifs et sans examens de second semestre. Il est donc de ma responsabilité de tout mettre en œuvre pour éviter une telle situation aux conséquences désastreuses pour les étudiants.

Durant ces cinq semaines de cours, je m'engage personnellement à organiser des débats, des conférences, qui permettront de rendre visible notre détermination commune à défendre les missions de l'Université. Du 4 mai au 5 juin, il s'agira pour nous, non pas de reproduire à l'identique le fonctionnement des formations tel qu'il était prévu initialement, mais bien de laisser place à de nouvelles initiatives pédagogiques et de redonner vie à notre campus.

J'ai conscience que la mise en œuvre de cette proposition prochainement soumise au vote des conseils exige de chacun un pas vers l'autre. Ce n'est qu'à ce prix que nous retrouverons une véritable cohésion dont je suis et serai le garant. Nous sortirons tous grandis de cette épreuve si nous faisons la démonstration, dans l'adversité, de notre capacité intacte à nous mobiliser ensemble pour notre avenir.

Patrice BRUN,  
Président de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3

## Communiqué de presse

### Reprise des enseignements et poursuite de l'engagement de Bordeaux 3 contre les réformes nationales en cours

Du lundi 27 au jeudi 30 avril 2009, l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3 organise une semaine de réflexions et de débats autour du thème « Quel avenir pour notre université ? »

Le président Patrice Brun a appelé l'ensemble de la communauté de Bordeaux 3 à participer massivement à cette semaine inédite qui marque la volonté institutionnelle de concilier le combat pour une autre université sans sacrifier le devenir des étudiants.

Au programme :

- analyse des projets de réforme,
- ateliers de réflexion visant à nourrir le futur contrat d'établissement.

Les Conseils des études et de la vie universitaire et le Conseil d'administration respectivement convoqués les 28 et 29 avril devront se prononcer sur une proposition de calendrier basé sur une reprise de cours dès le lundi 4 mai.

Durant ces cinq semaines de cours, débats et conférences se poursuivront afin de rendre visible notre détermination commune à défendre les missions d'une université de Lettres Arts Sciences Humaines et Sociales (LASHS).

## Quel avenir pour notre université ?

### Débats ouverts à toute la communauté de Bordeaux 3

Semaine du 27 au 30 avril 2009

#### Lundi 27 avril - Amphi 700

9 h : état et analyse des projets de réforme.

11 h : AG des personnels – 1<sup>re</sup> partie : les réformes, où en sommes-nous ?

12 h 30 : Assemblée Générale Bordeaux 3

15 h 30 : AG des personnels – 2<sup>e</sup> partie : quelle mobilisation ?

#### Mardi 28 avril

9 h 30 - 12 h : ateliers dans les UFR

Quelles perspectives pour le quadriennal ?

Bilan critique des formations actuelles

Quelle autonomie ? Quelles ambitions pédagogiques ?

Quels projets de formation ? Quelles formations nouvelles ?

UFR Arts : Amphi Salomon ( amphi 3)

UFR Etudes germaniques et scandinaves : Amphi Papy

UFR Etudes ibériques et ibéro-américaines : Amphi 2

UFR Géographie et aménagement : Amphi B200

UFR Histoire : Amphi Renouard

UFR Histoire de l'art et archéologie : Amphi 1

UFR ISIC - Institut des Sciences de l'information et de la communication : Amphi Cirot

UFR Langues étrangères et langues étrangères appliquées- LE LEA : Amphi 700

UFR Lettres : Amphi B400

UFR Pays anglophones : Amphi C200

UFR Philosophie : Amphi Lefèvre

#### Mercredi 29 avril

9 h 30 - 12 h : ateliers dans les UFR (poursuite des ateliers, même lieux que mardi 28 avril)

12 h - 14 h : pique-nique sur l'esplanade - Lecture de textes

14h -18h : ateliers thématiques

**Amphi Cirot** : Quel temps pour une autre vie universitaire ?

**Amphi 700** : Quelle place pour les Lettres, Arts et Sciences Humaines et Sociales dans le paysage de la recherche et de l'enseignement supérieur ?

**Amphi Renouard** : Evaluer ?

**Amphi 1** : Quelle formation pour les futurs enseignants ?

Que pensons-nous devoir transmettre et comment ?

**Amphi 2** : Depuis le lien entre enseignement et recherche jusqu'aux TICE, quelles pratiques pédagogiques voulons-nous développer ?

**Amphi Salomon (amphi 3)** : Quelle place pour la professionnalisation dans notre offre de formation ?

#### Jeudi 30 avril - amphi 700

9 h 30 : synthèse des ateliers (UFR et thématiques)

14 h -18 h : Les enjeux du prochain quadriennal ; autonomie et contraintes budgétaires ; méthode de travail (lettre de cadrage, accompagnement des projets)

## Bordeaux 3 en chiffres

- **14 417** étudiants
- **693** étudiants bénéficient d'un programme d'échange international (Erasmus et conventions), **347 étudiants étrangers sont venus** dans le cadre de programmes internationaux, **346 étudiants de Bordeaux 3 sont partis** dans nos universités partenaires (dont 214 en mobilité Erasmus)
- **4 601** étudiants boursiers sur critères sociaux
- **8 982** étudiants en licence
- **2 447** étudiants en master dont **1 633** en master recherche et **814** en master professionnel
- **655** enseignants et enseignants-chercheurs
- **438** personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens et ouvriers de service et de santé (BIATOSS)
- **34** licences (dont **17** spécialités de langues)
- **10** licences professionnelles
- **59** spécialités de masters (dont **36** spécialités professionnelles)

## Une année universitaire

### Les enseignements

- 2 semestres de cours

### Les examens se déroulent en trois étapes :

- 1<sup>re</sup> session du 1<sup>er</sup> semestre
- 1<sup>re</sup> session du 2<sup>e</sup> semestre
- 2<sup>e</sup> session du 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> semestre (dite session de rattrapage)

## Le projet d'établissement ou contrat quadriennal

L'université de Bordeaux 3 prépare actuellement son prochain contrat quadriennal (projet d'établissement) pour la période 2011-2014.

La notion de contrat est née dans l'enseignement supérieur avec la loi du 26 janvier 1984. Il permet à chaque établissement de s'engager dans le respect de la politique nationale de l'Etat et d'affirmer son identité.

L'Université Bordeaux 3 est aujourd'hui dans une situation difficile. Grève perlée depuis le 2 février, occupation des locaux et suspension des cours depuis le 9 mars ont émaillé le second semestre à un point tel que chacun sait aujourd'hui que l'année universitaire 2008/2009 est en danger. Selon le calendrier habituel, tel qu'il avait été établi et voté l'an passé, les examens auraient dû débiter aujourd'hui même. On sait ce qu'il en est : selon les formations et les UFR, on compte entre deux et six semaines de cours réellement organisés.

Lorsque, il y a bientôt un mois, j'ai pris les rênes de cette université, la question récurrente que l'on me posait était celle-ci : « quand est-ce que les examens auront lieu ? » Depuis deux semaines environ, la question majeure, signe d'un désarroi grandissant, est devenue celle-ci : « est-ce que les examens auront lieu ? » Je ne doute pas que cette question sera aujourd'hui encore posée et nous aurons les éléments pour vous répondre.

Toutefois, je ne voudrais pas que s'incrute dans les esprits l'idée selon laquelle il n'y aurait qu'un seul responsable de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, l'Université et ses acteurs. En effet, le moins que l'on puisse dire est que la communauté n'aura guère fait autre chose que répondre à ce que d'aucuns ont considéré comme des agressions de la part du gouvernement.

Je rappelle en effet que, s'agissant d'un texte aussi important qu'un décret réformant de fond en comble le statut des enseignants-chercheurs, on aurait pu attendre à tout le moins des discussions préalables – je ne parle même pas de « négociation », mot apparemment inconnu de nos autorités de tutelle – avec les intéressés au travers de leurs organisations représentatives. De la même manière, une refonte complète de la formation des maîtres aurait pu, c'est du moins notre position, faire l'objet d'un débat initial réunissant tous les acteurs concernés. Et ils étaient nombreux ! Non, au lieu de cela, nous avons assisté à des tentatives répétées de passer en force et la volonté de négliger les appels à la raison adressés par des sociétés savantes pas particulièrement révolutionnaires dans l'âme, par des syndicats provenant de tout l'éventail politique possible. Tout cela, qui ne manifestait pas des exigences démesurées, aurait pu être entendu par le gouvernement qui n'avait pas face à lui des enseignants rétifs à tout changement ni des étudiants par nature rebelles. Eh bien non. Il a fallu des semaines et des semaines d'une contestation offrant des formes tout à fait originales, comme des cours dans le tram – que j'ai organisés personnellement pour mes étudiants de master d'épigraphie grecque – ou dans des endroits insolites de la ville de Bordeaux, puis des blocages un peu partout en France pour voir les autorités de tutelle commencer à bouger.

Nous sommes désormais au point ultime. Chacun sait que, dans les jours qui viennent, tout peut basculer dans un sens ou dans l'autre. Dans celui de la raison ou dans celui de l'aventure. Sans vouloir dramatiser à outrance le propos, nous craignons tous la proximité du chaos. Pour l'éviter, et

pour éviter surtout qu'une année entière soit totalement perdue pour des milliers d'étudiants à Bordeaux, des dizaines de milliers dans l'ensemble de la France, il est indispensable que la communauté universitaire et les ministères concernés fassent un pas l'un vers l'autre.

C'est dans cet esprit que les nouvelles autorités de Bordeaux 3 ont conçu un calendrier de reprise des cours qui sera présenté au CEVU de mardi matin et au CA de mercredi après-midi. Si ce schéma directeur devait être accepté par les deux instances réglementaires de l'Université, le nouveau calendrier universitaire s'étalerait du 4 mai au 5 juin, avec des examens portant sur le second semestre dans la seconde moitié du mois de juin et la session de rattrapage au début du mois de septembre. Ce n'est donc que mercredi soir que nous pourrions donner confirmation de ce calendrier. Ces actions prouvent que l'université n'est pas composée d'irresponsables prêts à tout pour obtenir gain de cause.

Mais l'on concevra, en contrepartie, que nous attendons un pas en notre direction de la part des autorités de tutelle. Certes, par rapport à la situation du mois de janvier, les choses ont déjà évolué sur les deux textes qui ont mis le feu aux poudres, le décret sur les enseignants-chercheurs d'une part, le projet de réforme des concours de recrutement des maîtres d'autre part. Toutefois, des inquiétudes demeurent et je voudrais saisir l'occasion, la dernière peut-être, qui m'est donnée pour m'adresser aux ministres et leur demander de lever quelques incertitudes qui posent encore problème à de nombreux enseignants et étudiants.

**1) Concernant le décret sur le statut des enseignants-chercheurs**, diverses interprétations se sont fait jour sur le nombre d'heures d'enseignement à partir desquelles nous entrerions dans le domaine des heures complémentaires rémunérées. Ces divergences d'analyse proviennent sans doute d'une rédaction un peu trop floue. Alors, je demande à la ministre de l'enseignement supérieur une chose très simple : que se passe-t-il lorsqu'un enseignant-chercheur fait une 193<sup>e</sup> heure annuelle ? Nous avons cru comprendre qu'une circulaire devait compléter le décret. J'attends donc qu'elle soit claire.

**2) Sur la question, plus difficile encore** puisque nécessitant l'arbitrage de deux ministères, de la « **mastérisation des concours** », je demande aux deux autorités de tutelle de faire droit à ce qui n'est pas non plus une exigence démesurée, d'affirmer distinctement, sans chercher à biaiser le moins du monde, la suspension effective de la réforme pour l'année 2009/2010, comme il a été dit, mais à demi-mot seulement. Pour cela, il faudrait éviter le renouvellement de « couacs » comme celui de lundi dernier où le ministère a laissé penser qu'il allait examiner les rares maquettes de proposition de master enseignement qui lui étaient parvenues. Il convient donc que les deux ministères affirment le plus tôt possible que rien ne sera proposé pour le CAPES 2010/2011 avant la fin des travaux de concertation de la mission Marois / Filâtre. Je ne doute pas que de tels propos, rendus publics et officiels, calmeraient l'ensemble de la communauté universitaire. Ce serait en tout cas une mesure d'apaisement qui aiderait

tous ceux qui, dans l'université, veulent que leur institution affirme pleinement son rôle de formateur – et par voie de conséquence assure les cours attendus.

En attendant, cette semaine est cruciale pour l'avenir de Bordeaux 3. Nous ferons de ces dernières semaines une force future pour notre établissement si nous parvenons à doubler ce cap difficile. Mais déjà, l'équipe présidentielle est prête à assumer un rôle nouveau, celui d'incitateur de vie publique et démocratique en son sein. Tout ce qui, en termes d'information, de concertation, a fait défaut de la part du ministère, nous allons le mettre en place par nous-mêmes. Très vite, nous installerons des **cycles de débats** sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche où nous inviterons des personnalités pour animer des discussions que j'espère fertiles en idées neuves. Mon expérience personnelle me pousse aussi à **améliorer la vie syndicale** dans l'enceinte de l'Université. J'ai déjà rencontré les trois organisations syndicales enseignantes bien implantées à Bordeaux 3 (Snesup-FSU, Sup-Recherche-UNSA et Autonome) et je trouverai avec elles les moyens de renforcer leur audience car les syndicats sont les seuls relais avec lesquels on peut créer les fondements d'une concertation permanente, comme le montrent les personnels BIATOSS qui ont su créer une trame syndicale incontournable et décisive.

Certes, en prenant de telles initiatives, l'on trouvera que l'université Bordeaux 3 sort un tant soit peu de ses missions. Mais nous ne ferons, en agissant ainsi, que pallier un manque de concertation au plus haut niveau de l'État. En l'absence de confiance entre « la base » et « le sommet », je crois sincèrement qu'il revient aux autorités intermédiaires de se substituer aux interlocuteurs défailants. De ces événements peut-être très graves pour l'enseignement supérieur, naîtrait alors un nouvel état d'esprit qui permettra à la communauté universitaire de retrouver confiance en son avenir. Il suffirait de quelques paroles émanant de M. Xavier Darcos et de Mme Valérie Pécresse pour que la situation s'apaise. Je fais tout de mon côté pour y parvenir. Il serait souhaitable que les deux ministres ci-dessus cités soient dans une disposition d'esprit identique.